

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 658 - 26 Juin 1997 - Prix 2,50 F

LE ROLE DÉCISIF DU MOUVEMENT SOCIAL ET CITOYEN POUR RÉUSSIR LE CHANGEMENT



par
Michel RICA

● Le discours du Premier Ministre à l'Assemblée Nationale, le jeudi 18 juin, presque trois semaines après l'élection d'une majorité de gauche était attendu.

Attendu parce que les chômeurs, les sans-droits, les salariés, les retraités, les jeunes voulaient savoir si en votant à gauche le 25 mai et le 1^{er} juin, ils allaient être entendus, écoutés et respectés.

A l'écoute du discours de Lionel Jospin, on a pu mesurer que le ton avait changé et que la différence avec la droite était nette.

Mais peut-on aujourd'hui à partir des orientations présentées par le Premier Ministre, dire que la politique suivie satisfera les besoins du changement ?

La question reste donc ouverte. Dans le discours, il y a des annonces

qui tranchent véritablement avec la politique menée depuis des années. Le logement, les 35 heures, la prime de rentrée scolaire.

Mais dans le même discours, il y a le SMIC dont la hausse n'excède pas les 4 %, justifiée par le pacte de stabilité décidé à Amsterdam.

Robert Hue a regretté aussitôt dans le discours de Jospin la faible hausse du SMIC, et que nous soyons obligés d'attendre le mois de septembre pour travailler à la mise en place d'une nouvelle politique.

Pour les communistes, il n'est pas question d'attendre, il y a besoin de débats et d'actions pour répondre aux questions posées dans le pays. Il est nécessaire que le mouvement social se développe.

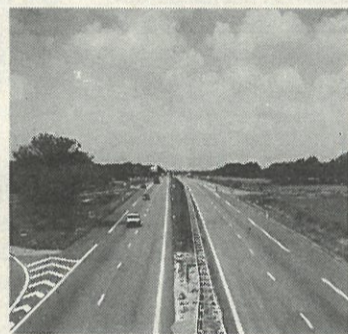
En ce qui les concerne, les communistes ont décidé d'engager sans attendre, cette démarche, avec les rencontres citoyennes. Elles ont pour objet de rassembler celles et ceux qui veulent que la gauche réponde à leur attente, d'associer leurs réflexions, de décider d'initiatives.

En faisant cela, le Parti Communiste n'a qu'une seule ambition, celle d'agir pour la réussite du changement.

● La fête de l'Huma 1997 : un grand cru
La Fédération vous propose d'organiser votre participation.
Un déplacement clés en main pour 300 francs.
(pages 4 et 5)



● L'aménagement des axes autoroutiers Nantes/Vannes et Nantes/Saint-Nazaire.
La riposte des populations s'organise contre l'enclavement qu'entraînerait la réalisation de tels projets. (page 6)



1000

● C'est le nombre de rencontres citoyennes que les communistes se proposent de tenir dès maintenant. Jean-René Teillant répond à nos questions sur cette initiative.
(page 2)



ACTUALITE

• IL Y A 30 ANS

● A Saint-Nazaire, les mensuels de la métallurgie menaient une grève de 2 mois.

Page 7

• INSECURITÉ

● Une délégation de la Fédération du Parti Communiste a été reçue par le Préfet pour exiger des mesures concrètes.

Page 3

• EN BREF

● Sur différents sujets d'actualité, les communistes soutiennent, s'expriment et agissent.

Page 2

RÉPONDRE AUX ATTENTES

En réalisant les députés socialistes sortants, en battant la droite dans 4 circonscriptions où elle était sortante, les électrices et les électeurs de notre Département ont largement contribué à ce qu'une majorité de gauche soit élue à l'Assemblée nationale et qu'un gouvernement pluraliste soit mis en place.

Nous nous sentons du même coup, une responsabilité particulière pour que l'intervention citoyenne puisse maintenant se déployer pleinement afin que le processus qui s'enclenche soit conforme aux exigences populaires. C'est ce que nous avons décidé à notre 29^e Congrès : « Si la droite est battue, avon-nous dit, nous ferons tout ce qui peut dépendre de nous pour que la situation ainsi créée permette la satisfaction du besoin du changement ».

Quel rôle pour les Communistes dans cette situation nouvelle ?

Ce que nous avons dit dans nos initiatives depuis des années, dans la campagne électorale, n'a pas disparu depuis le 1^{er} juin.

Les raisons qui ont conduit à la défaite de la droite, ont nourri le mouvement social, les exigences de changement, demeurent fortes. Le

débat, la confrontation à gauche quand il s'agissait de créer les conditions pour battre la droite et sa politique ne s'interrompt pas avec la victoire de la gauche.

Nous le savons il y a beaucoup à faire pour que la gauche réponde aux attentes des citoyens.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les communistes ont décidé de prendre toutes leurs responsabilités à l'Assemblée, au gouvernement, mais aussi dans tout le pays, pour aider les citoyens à jouer tout leur rôle pour que les choses bougent dans le sens souhaité. Et pour que la gauche soit bien à gauche, il faut que le Parti Communiste pèse plus lourd, pour qu'il soit le point d'appui solide sur lequel les salariés, les chômeurs, les jeunes, les femmes, les retraités du pays, puissent véritablement s'appuyer afin de se faire entendre et de peser en permanence sur le cours des choses et des décisions.

Au cours de réunions, de rencontres, ou lors des deux soirées de consultation, les communistes ont exprimé leur volonté de prendre les initiatives politiques capables de créer les conditions pour que la gauche réussisse.

Une volonté d'autant plus forte qu'elle prend appui sur le vécu de la campagne et qui s'est

concrétisée par une progression importante des candidates et candidats présentés et soutenus par le Parti Communiste Français dans le Département et vérifiée par un sondage dans lequel 50 % des sondés considèrent comme une bonne chose la présence de ministres communistes.

Ce qui donne le caractère inédit à la situation nouvelle, c'est bien que les électeurs et électrices qui ont donné une majorité à la gauche, l'ont fait avec de réelles exigences en lien avec leurs aspirations et leur expérience.

Une expérience qui invite à poursuivre, à alimenter le débat et la réflexion avec les propositions radicalement nouvelles avancées dans la campagne pour que continuent de grandir les exigences populaires.

Que les rapports de force continuent d'évoluer afin qu'on ne cède pas à la domination des marchés financiers, ni en France, ni en Europe.

Poursuivre le débat

Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est pour l'ensemble de la gauche : traduire en actes concrets, législatifs et gouvernementaux, les engagements pris dans la campagne électorale, dont les grands axes sont contenus dans la déclaration commune PCF/PS.

Les premiers actes du premier ministre, qu'il s'agisse de l'Europe, de sa déclaration devant l'Assemblée Nationale, tendent à prouver qu'il a entendu le message des électrices et des électeurs et qu'il reste beaucoup à faire pour que les actes correspondent.

Pour que la gauche réussisse, il y a bien nécessité de poursuivre le débat.

C'est le sens de la décision que prend le Parti Communiste : une initiative nationale et de longue haleine de rencontres citoyennes à l'invitation des militantes et militants communistes.

Nous allons bien sûr proposer à celles et ceux qui le souhaitent de prendre leur place dans l'espace de liberté et de citoyenneté qu'est le Parti Communiste. Plus largement, nous allons inviter toutes et tous à établir et maintenir le contact en ouvrant par ces rencontres un lieu de confrontations d'opinions et d'expériences, de fraternité et de solidarité, d'actions pour faire entendre ses exigences ; un lieu de travail et de construction où on puisse ensemble contribuer à la recherche de solutions nouvelles aux problèmes posés et à ceux qui se présenteront.

J.-René Teillant

EN BREF...

● EATON : soutien des communistes

Au nom du Parti Communiste Français et des élus Communistes et Républicains, Jean-René TEILLANT est venu apporter son soutien aux salariés d'EATON qui s'opposent à ce 3^e plan dit « social ».

En effet, une nouvelle fois au nom de la rentabilité financière, la direction d'EATON s'appête à délocaliser une partie de ses activités et à sacrifier plus de 60 emplois à Saint-Nazaire.

Face à une telle situation, il y a urgence à se rassembler, à agir. En ce sens, Jean-René TEILLANT soutient la proposition de la CFDT de réunir les maires de l'agglomération et intervient auprès du président du Comité Local pour l'Emploi pour provoquer une réunion d'urgence.

● Jean-René TEILLANT écrit au président du bassin d'emploi

« Au nom du Parti Communiste Français et des élus Communistes et Républicains, je suis allé apporter mon soutien aux salariés d'EATON, qui par un débrayage massivement suivi, ont exprimé leur refus du nouveau plan « social » envisagé par la direction.

En effet, la direction de cette entreprise, dans un but de meilleure rentabilité financière, s'appête à délocaliser une partie de ses activités.

Monsieur le Président, une telle situation est de mon point de vue inacceptable et nécessite que vous décidiez de convoquer d'urgence le Comité de Bassin de l'Emploi que vous présidez en y invitant les dirigeants syndicaux de l'entreprise.

Comptant sur votre souci de préserver et développer l'emploi dans notre région nazairienne ».

● La Section du Parti Communiste de Saint-Nazaire

et les enseignants communistes de la ville ont tenu à manifester leur soutien et exprimer leur solidarité avec les victimes des incidents survenus à la fin de la fête de fin d'année du collège P. Norange.

Nous apportons, déclarent-ils, « un soutien aux enseignants, parents d'élèves, élèves qui ont contribué au succès de cette fête qui ne peut-être masqué par ces incidents provoqués par des individus extérieurs à l'établissement scolaire.

La violence à l'école n'est pas un phénomène nouveau, mais un phénomène qui s'aggrave de plus en plus. Il y a urgence à ce que des réponses soient apportées :

- les suppressions de postes d'enseignants décidées par le gouvernement Juppé doivent être annulées par le nouveau gouvernement car sanctionnées par les faits de samedi (et de bien d'autres encore) et par les urnes il y a quinze jours.

- la violence de la société en crise passe les portes des établissements scolaires (ce qui ne justifie en rien le comportement de ceux qui ont provoqué les incidents) et montre la nécessité absolue de donner rapidement des perspectives à la jeunesse. Cette jeunesse ne veut et ne doit pas se résigner à une vie marquée par le chômage, la précarité, par des salaires de misère qui handicapent tout projet d'avenir.

Tous les acteurs du système éducatif élaborent par des discussions des réponses apportées aux problèmes de l'école. Ils doivent être écoutés et entendus ».

● Soutien des élus communistes de la ville de Nantes à un agent municipal

Le vendredi 20 juin, un agent municipal était convoqué devant le conseil de discipline de la mairie de Nantes pour des faits qui lui étaient reprochés lorsqu'il était agent de la police municipale.

Dans la déclaration faite à la presse, les élus communistes rappelaient qu'on ne pouvait reprocher à cet agent d'avoir surchargé des timbres amendes afin d'annuler plusieurs cartes lettres alors qu'aucune preuve confirme cette faute.

Les élus communistes affirmaient qu'ils ne pouvaient accepter qu'un agent soit sanctionné sans preuve de faute et de ce fait ils apportaient leur soutien et leur solidarité à cet agent.

● L'intervention lucide et citoyenne



Dans l'ensemble du département, des initiatives sont prises pour fêter les résultats des élections. A Couëron, à Nantes, comme sur notre photo, à Saint-Joachim où 100 personnes étaient présentes, dont de nombreuses personnes non adhérentes au Parti Communiste, à Trignac, Blain ou Châteaubriant, le débat s'engage sur la volonté de réussir le changement.

Etre les acteurs du changement par le développement d'une intervention citoyenne responsable et lucide, tel est le centre de ces rencontres.

Nul doute que l'actualité renforce cette nécessité « Le changement ne se fera pas sans l'intervention des citoyens ».

HUMA : Ça bouge en Brière

Dans le cadre du portage de l'Humanité sur la région nazairienne, l'Huma et la Section de la Brière avaient décidé de visiter plus de 80 personnes.

Les deux premières semaines de visites ont permis à l'abonné de réaliser 15 abonnements à l'Humanité quotidienne et 11 à l'Humanité Dimanche.

Un signe que la lecture de la presse communiste intéresse un nombre grandissant de personnes. Dès la rentrée, de nouvelles initiatives vont avoir lieu sur St Nazaire et dans un second temps à Nantes et à Rezé.

INSÉCURITÉ : une délégation du Parti Communiste reçue par le préfet

Depuis janvier 96, le Parti Communiste Français et ses élus ont effectué de multiples démarches auprès des pouvoirs publics, afin d'obtenir de réelles mesures face aux problèmes d'insécurité vécus dans les quartiers populaires de Nantes et son agglomération.

Dernièrement, le 6 juin 1997, une délégation menée par Gilles BONTEMPS (secrétaire fédéral) et Claude CONSTANT (adjoint au Maire de Nantes) a rencontré le directeur de cabinet du Préfet pour lui faire part des préoccupations de la population sur la recrudescence des rodéos dans les quartiers Ouest de Nantes.

Le représentant du Préfet a reconnu que les chiffres concernant la délinquance étaient mauvais et particulièrement sur Nantes et son agglomération.

Pour remédier à cette situation, le directeur de cabinet a fait part des initiatives prises par les autorités publiques... « Pour sécuriser la population, nous avons demandé des renforts de C.R.S. pour réaliser des opérations de sécurisation, nous avons, aussi, réaménagé les

cycles de travail afin de dégager des postes supplémentaires qu'on a immédiatement réaffectés aux Brigades Anti-Criminalité (BAC) et nous avons demandé que les mesures soient plus sévères, même si aujourd'hui en ce qui concerne les mineurs, la loi n'est pas adoptée... »

Ces mesures, selon lui, ont permis de faire baisser la délinquance d'une manière globale mais le phénomène n'est pas éradiqué « il est déplacé ».

Force est de constater que les moyens mis en œuvre jusqu'à présent n'ont pas permis de freiner la délinquance, c'est pourquoi la délégation a demandé des moyens nouveaux, le représentant du Préfet a rétorqué « avec des moyens supplémentaires, on aurait largement de quoi les employer... ».

Prenant bonnes notes de cela, pour conclure cette rencontre, la délégation du Parti Communiste Français a rappelé son exigence de moyens supplémentaires et que de réelles mesures judiciaires soient prises pour éviter que la situation se détériore d'une manière plus importante.

EN BREF...

« Un peuple sans mémoire est un peuple sans défense »

Ne laissons pas salir l'Histoire !!

Celle-ci nous appartient, elle est notre bien commun. La RESISTANCE fait partie de cette grandeur de l'histoire de France. Elle a permis la libération du pays, la libération des hommes et des femmes qui ont souffert de l'envahisseur nazi, de cet occupant barbare qui voulait mettre le peuple de France à genoux.

Et c'est justement, parce que ces français ont vécu debout, que le fascisme n'est pas passé dans notre pays.

Le pays de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, le pays qui a donné naissance à la déclaration des droits de l'Homme.

Nous sommes avec d'autres, les continuateurs de cette histoire, et nous entendons bien la poursuivre. Nous entendons écrire de nouvelles pages

de cette histoire sociale de la France.

Notre participation au gouvernement de la France aujourd'hui n'a pas d'autres ambitions que de sortir de la crise, de trouver d'autres voies que celle qui nous enferme toujours plus dans la misère, le désespoir. Et ce ne sont pas quelques révisionnistes ou falsificateurs de l'histoire qui nous empêcheront de poursuivre dans la voie que nous nous sommes tracée.

Héritiers de ces grandes pages de notre histoire, la Révolution, la Commune de Paris, la Résistance, nous appelons à être sans concession à l'égard de tous ceux qui veulent voir notre pays revenir aux heures les plus noires de l'occupation.

Les événements survenus au Collège René-Guy CADOU de Montoir suscitent une grande émotion et nous la partageons.

LE CLUB AFFAIRES RENAULT

En juin, avec le 50/50, roulez en Clio à partir de 31 300^F*
...c'est la moitié de son prix



ou 21 300^F en cas de reprise de votre véhicule.

50 | 50

* 50 % maintenant, 50 % dans deux ans et 269,24 F TTC par mois pendant 24 mois entre les deux. Pour Clio Chipie 1.2, 3 portes AM 98 au prix conseillé de 62 600 F TTC, apport comptant de 31 300 F TTC ou 21 300 F TTC compte tenu de l'aide de Renault de 10 000 F TTC s'ajoutant à la reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales Argus, puis 24 mensualités de 269,24 F TTC et enfin 1 mensualité de 31 300 F TTC, ou reprise de votre Clio pour ce montant diminué des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires selon conditions générales Argus et solde de votre dossier de financement. TEG : 9,95 % ; Coût du crédit : 6 461,76 F TTC. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - RCS Bobigny B 702 002 221. Offre non cumulable réservée aux particuliers.
Le Club Affaires Renault. On en fait plus pour que vous dépensiez moins.

RENAULT ST-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
Voie express Pornichet - Zone Océanis
ST-NAZAIRE ☎ 02 40 17 20 20



RENAULT TRIGNAC ☎ 02 40 90 40 54

AGENCE
TRIGNAC AUTOMOBILES
Zone Commerciale Auchan

La parution des Nouvelles de Loire-Atlantique sera interrompue comme tous les ans durant la période des vacances.

Le prochain numéro paraîtra le jeudi 4 Septembre.

L'équipe des Nouvelles souhaite à tous ses lecteurs de Bonnes Vacances et leur dit à bientôt.

ANNONCE DE VACANCES

MESCHERS SUR GIRONDE 17132

A louer Mobil Home spacieux 4/5 places, Juin-Juillet, tout confort : Terrasse, Sol de jardin, Barbecue, TV, sur terrain clos dans terrain de camping, 2 étoiles, Piscine, Discothèque, 300 m tous commerces, Port de plaisance, Plages, Animations.

Juillet 2 500 F la semaine.

Tél. 02.45.68.14.01.

J'irai bien à la fête de l'huma...

J'irai bien à la Fête de l'Huma, mais c'est compliqué, comment y aller, cela coûte cher...

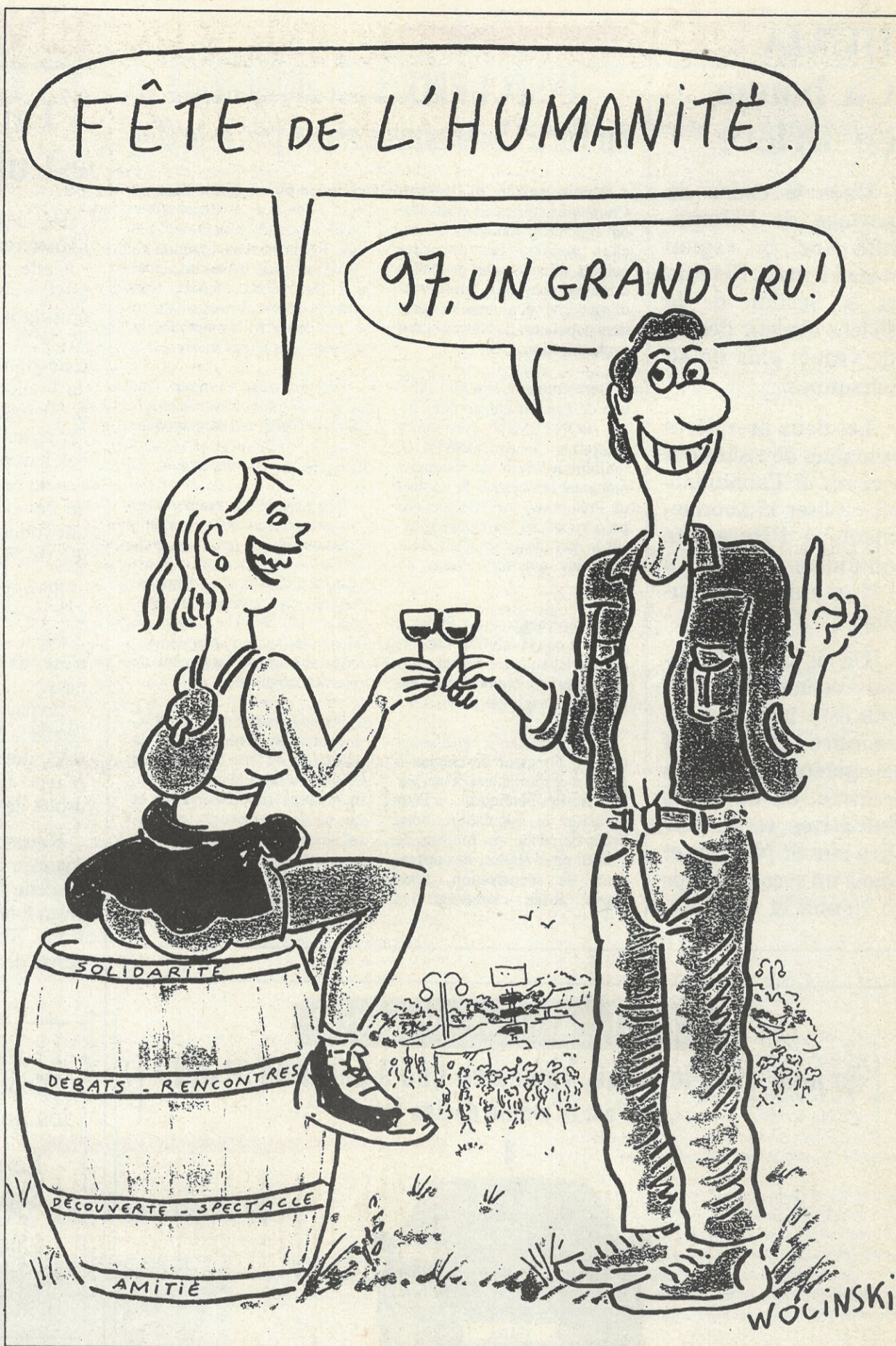
Ce sont des réflexions que l'on entend souvent... Répondre à ces interrogations, c'est ce que la Fédération a décidé en proposant et en organisant la Fête de l'Huma clés en main.

C'est-à-dire, le transport, le repas du midi, toute l'organisation pour une participation dans la tranquillité à la Fête.

Pour 300 Francs, nous vous proposons le transport en car aller-retour, la vignette d'entrée à la Fête donnant le droit à l'ensemble des animations, spectacles, expos..., le déjeuner du midi, boisson comprise, un pot d'accueil au stand de la Loire-Atlantique.

Les
12, 13, 14
SEPTEMBRE
au parc
paysager
de La Courneuve

Dès maintenant, la vignette (50 francs) est disponible auprès des militants du PCF et des diffuseurs de «l'Humanité» et de l'«Humanité Dimanche».



● Le menu proposé avec le transport

1^{er} plat :	2^e plat
1 douzaine d'huîtres	1 assiette de pêcheur
ou moules marinières	ou 1 sole meunière
ou 1/2 crabe mayonnaise	
ou soupe de poissons	
ou 1 maquereau grillé	
1/2 bouteille de gros plant par personne	
ou une autre boisson	

● Les horaires et comment réserver

Départ dimanche matin
14 septembre 1997
St Nazaire 4 h - Nantes 5 h
Départ dimanche soir
La Courneuve 20 h
Dès maintenant vous pouvez réserver vos places à la
Fédération du PCF
41, rue des Olivettes
Tél. 02.40.35.03.00

UNE FÊTE 1997 RENCONTRE CITOYENNE POUR RÉUSSIR LE CHANGEMENT

La permanence du mouvement social depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir montre que ceux qui souhaitent réussir le changement sont à la recherche d'initiatives fortes et constructives. Nous voulons donner cette dimension à l'édition 1997 de la Fête de l'Humanité. La situation politique du pays a profondément changé. Et par ricochet, le sens de la Fête de l'Humanité est complètement bouleversé. Les citoyens ont fait une expérience formidable de leur force et de leur capacité à changer le cours des choses. Au moment de la dissolution de l'Assemblée nationale, la plupart des commentateurs disaient que rien n'allait se passer à cette élection. Et la droite est battue, un gouvernement de gauche, pluraliste, avec

la participation des communistes est constitué. Maintenant, l'objectif, c'est de réussir. Et cette réussite repose pour une grande part sur le tandem mouvement citoyen-militants communistes. Il s'agit maintenant d'élaborer, de faire entendre des mesures concrètes qui traduisent le changement. Et pour pouvoir l'obtenir, il faut montrer continuellement que face aux marchés financiers, l'opinion publique est capable de se constituer en force. 50 % des Français souhaitaient des ministres communistes. Le champ de celles et ceux qui peuvent y participer est considérable et exclut toute étroitesse. Les différences d'opinions de votes, d'options syndicales ne peuvent en aucun cas être un obstacle puisque, au contraire, elles sont

pleinement constitutives du rassemblement.

Le Parti Communiste organise dès à présent dans toute la France des rencontres citoyennes pour réussir. La fête va apporter la dimension nationale à toutes les rencontres, débats, actions pour se faire entendre et bien évidemment faire la fête. Une fête qui pourra peser en profondeur sur l'évolution de la situation politique.

La fête : un moment politique fort

La fête de l'Huma ne vise pas à rassembler uniquement les électeurs communistes et les gens qui éprouvent de la

sympathie pour le Parti Communiste. Elle est une occasion formidable pour tous ceux et toutes celles qui souhaitent des changements. Ces hommes et ces femmes représentent un éventail extrêmement large et diversifié de comportements électoraux, syndicaux, associatifs ou citoyens. La fête sera avec ses spectacles, ses stands, ses expositions, son caractère festif, un lieu de confrontation d'idées, extrêmement pluraliste, où se retrouveront tous les acteurs du monde du travail, les intellectuels, mais aussi les parlementaires, les ministres, le monde des entreprises. Nous voulons mettre la fête de l'Huma à la disposition des citoyens, des associations, des organisations syndicales qui souhaitent y participer. L'an dernier,

des gens d'horizons très divers y ont participé. Nous voulons renouveler l'expérience. Faire en sorte que les habitants des quartiers, les salariés des entreprises, participent à l'élaboration des stands. Car il n'y a pas d'un côté les communistes artisans de la fête, et de l'autre des spectateurs. Ce n'est pas la rentrée des communistes, c'est avec les communistes la rentrée de l'expression des citoyens. Cette démarche demande simplement d'oser. Quelle que soit l'implantation des communistes, chacun connaît autour de lui des gens qui ont envie de bouger. Je crois que c'est quelque chose d'assez attractif et exceptionnel de se dire qu'on peut participer activement à la fête de l'Humanité pour que la gauche réussisse.

Il faut regarder la préparation de la fête de l'Humanité avec un changement d'échelle. Du fait de la composition du gouvernement et de son orientation politique, ce qui se dira à la fête, à un nombre aussi grand et une telle diversité, pourra avoir un impact direct. Ce sera un grand moment de l'intervention citoyenne, la possibilité après l'élection d'exprimer leurs attentes, leurs propositions en matière de créations d'emplois, par exemple.

Quand on dispose d'un gouvernement dont la vocation est d'écouter les français, toute occasion de parler peut aboutir.

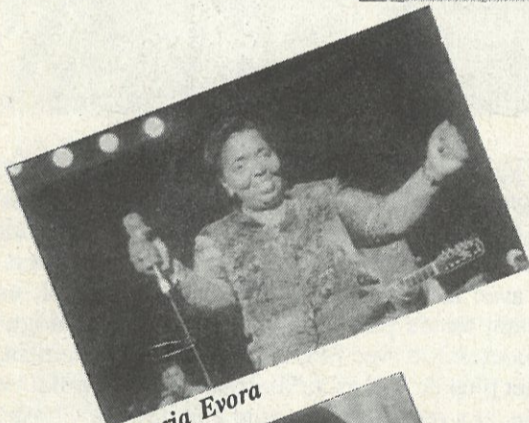
Extraits de la Présentation de la Fête par Pierre Zarka (Humanité du 12 juin 1997).



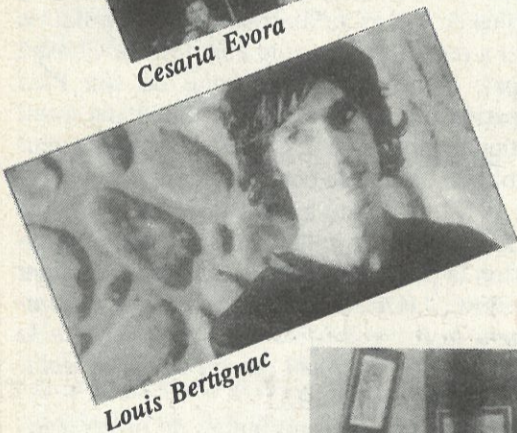
Massilia Sound System



Celtras Cortos



Cesaria Evora



Louis Bertignac

LE PROGRAMME :



Robert Charlebois



Rosa La Rouge



Orchestre national de Barbès

DE LA FÊTE



Une heure Aragon.

L'Aragon de Caubère au théâtre de verdure

Il y a deux ans, Philippe Caubère lisait la poésie d'Aragon à la Fête de l'Humanité. Depuis, à Paris, en France, et bientôt à l'étranger, avec un succès qui ne se dément pas, l'Aragon de Caubère est devenu théâtre, une grande pièce de 3 heures en deux parties.

Par la magie de l'acteur, de sa mise en scène, cet ensemble de poèmes joué « par cœur » est devenu une tragédie du siècle, une odyssée du communisme dont la métamorphose actuelle, ici, frappe les imaginations.

A La Courneuve, le samedi 13 septembre à 20 heures, Caubère veut faire de cette représentation une fête « barbare ». A la nuit tombée,

éclairé par des flambeaux, dans un lieu où le public viendra par un chemin de lumières, il jouera Aragon dans le théâtre de verdure du parc paysager, théâtre caché, bizarre, mystérieux, propre à la sorcellerie poétique, devant un mur à la grecque et face à des gradins de pierre.

La représentation qui commencera à l'heure exacte, sera jouée en deux parties séparées par un entracte où l'on pourra boire et manger sur le pouce. Elle sera précédée par un débat à 17 heures auquel participera l'acteur avec Edmonde Charles-Roux à l'espace proche des Amis de l'Humanité où la soirée s'achèvera par un bal.



Samedi soir, l'intégrale de Philippe Caubère.

Voies express et projets autoroutiers

QUAND LES POPULATIONS
S'EN MÊLENT

Un projet d'aménagement autoroutier prévoit de transformer à brève échéance les routes nationales 165 (Nantes-Brest) et 171 (Saint-Nazaire-Laval) en autoroutes à 2 fois trois voies et à vitesse maximum autorisée portée de 110 à 130 km/h. Le croisement des deux routes en question à hauteur de Savenay, nécessitera la mise en place d'un échangeur géant, jusqu'à deux fois quatre voies, de la même importance que celui qui rassemble, à proximité du Mans, les autoroutes venant de Nantes et de Rennes.

On pourrait, bien évidemment, souligner d'abord qu'il s'agit d'une priorité excessive accordée une nouvelle fois à la seule circulation routière, alors que l'offre régionale de transports collectifs, dans le cadre des services publics, a considérablement baissé au cours des dernières décennies. On pourrait également remarquer que le projet autoroutier dit vouloir privilégier la circulation routière à l'échelle régionale, alors que les voies express actuelles portent à l'évidence un trafic largement local constitué pour une large part de migrations alternantes quotidiennes liées à la périurbanisation autour des agglomérations de Nantes et de Saint-Nazaire.

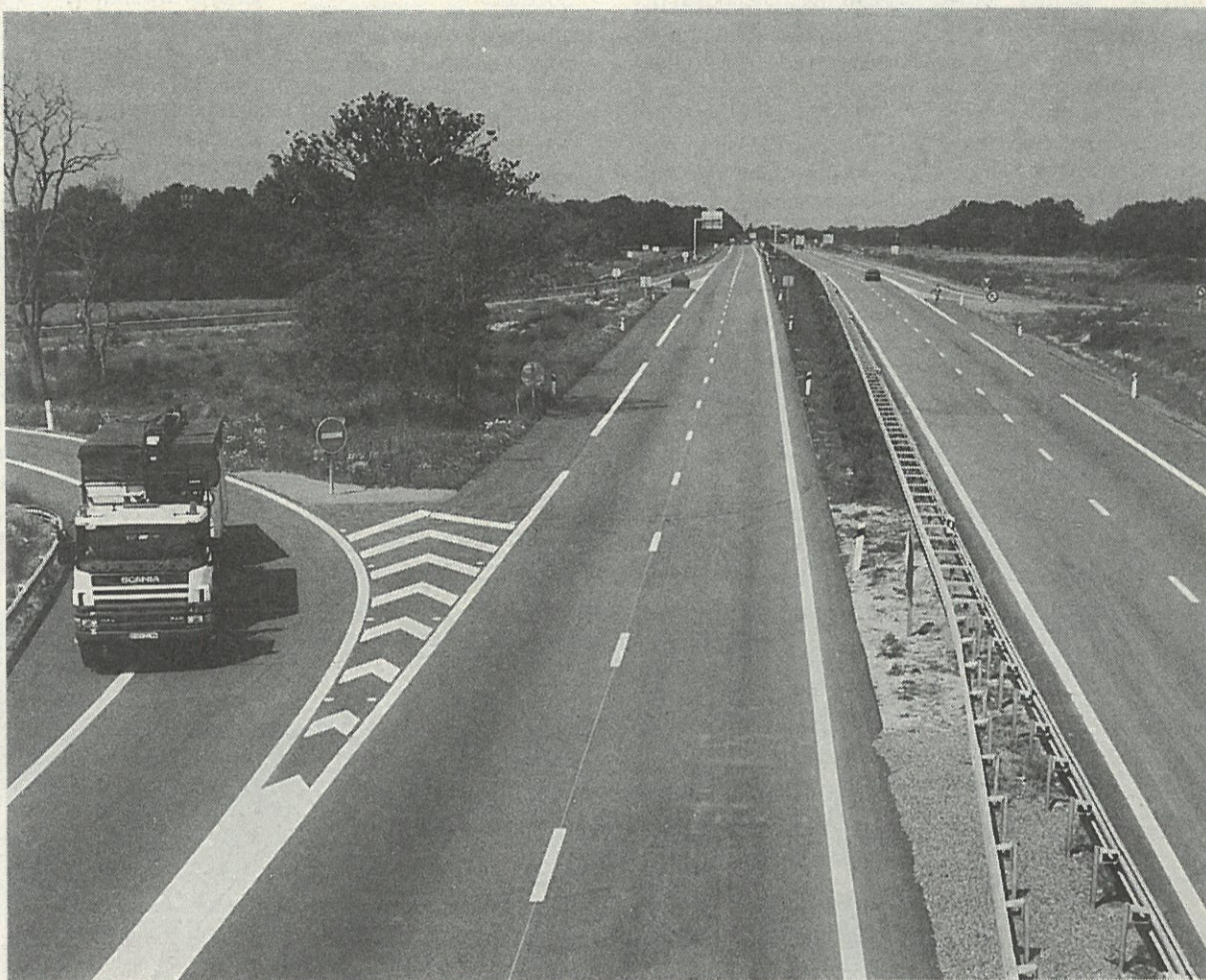
Deux projets contestés.

En contradiction avec cette vision globale régionale, les services de l'Équipement ont cependant dissocié leur projet en deux, dont l'un concerne la RN165 et l'autre la RN171. Est-ce pour fractionner aussi, a priori, d'éventuelles réactions ? Le premier projet, concernant la RN165 en est aujourd'hui à l'étape de l'approbation, en Conseil d'État, des conclusions de la Commission d'Enquête publique qui a eu lieu sur dix communes, de Sautron à Savenay, du 3 juin au 5 juillet 1996. Quant au second projet, l'enquête publique n'a pas encore eu lieu. Mais les deux programmes ne peuvent cependant guère être dissociés, même s'ils le sont ainsi officiellement, tant ils sont complémentaires.

Selon les responsables de l'Équipement, il s'agirait de transformer ces routes en autoroutes pour « garantir la fluidité du trafic », et pour mieux « assurer la sécurité ». Mais il s'agit aussi et surtout de dissocier le transit des flux autoroutiers régionaux, et les trafics de desserte locale, ce qui conduit jusqu'à la mise en place de certains « itinéraires de substitution », selon la formule de l'Équipement.

Les populations s'en mêlent

La réalisation de tels projets, sans doute nécessaire pour faire face à l'augmentation trop bien orchestrée des trafics routiers - ainsi qu'aux bouchons des dimanches soirs d'été - ne sera pas, ainsi sans conséquences pour la vie locale de toutes les communes concernées. L'adoption de normes autoroutières, dont la vitesse à 130 km/h, changera par exemple complètement la donne en ce qui concerne les bretelles et accès sur l'autoroute dont le nombre sera sensiblement diminué. Aussi, alors que dans l'état actuel des choses, les populations résidentes disposent malgré tout de certains des avantages des voies express, rapidité suffisante et bonne accessi-



bilité, sans en subir encore trop les conséquences, en termes d'emprises (auto)routières, de nuisances et de pollutions, avec la transformation en autoroutes elles auront désormais à coup sûr davantage d'inconvénients, liés à des trafics plus élevés à une vitesse supérieure, bruit et pollution, mais sans continuer à disposer plus longtemps des avantages actuels.

Or voici justement que les populations locales s'en mêlent. Après avoir peut-être sous-estimé l'importance de ces projets et de leurs conséquences, elles réagissent désormais beaucoup plus résolument face à leur impact prévisible.

Des initiatives au pluriel

A Trignac, l'association Trignac-Environnement, organise chaque samedi depuis plusieurs semaines, avec l'appui de la municipalité, des barrages filtrants où elle remet aux automobilistes des tracts soulignant son refus de voir l'unité territoriale de Trignac mise en cause par l'élargissement de la voie express. Elle se préoccupe également des effets sur l'environnement et des nuisances. La Municipalité de Trignac a pris une mesure conservatoire, qui consiste à limiter par un arrêté la vitesse de la voie express à 90 km/h sur tout le territoire de la commune.

A Savenay, au moment de l'enquête publique, plus de 2000 signatures ont été recueillies sur une pétition. Un collectif s'est constitué : formé d'organisations locales politiques (PCF, Savenay Ensemble, PS...), syndicales (CGT, CFDT), et d'associations de riverains et usagers (ADRU), familiales (CSF,

CSCV) et sportives (USS-Cyclotourisme), il en compte aujourd'hui onze. Elles en ont confié volontiers la présidence au secrétaire de la cellule locale du PCF. Ce collectif travaille et agit en coopération avec la municipalité de gauche. Celle-ci, un moment tentée par l'acceptation du seul dialogue technocratique avec la Direction de l'Équipement, se met plus ou moins au diapason de la population locale, et a refusé, par un vote unanime du Conseil Municipal, la mise en conformité de son Plan d'Occupation des Sols (POS), ultime étape avant l'avalisation du projet par le Conseil d'État. Une réunion publique organisée conjointement par le Collectif et la Municipalité a ainsi rassemblé près de 300 personnes dans la salle de conférence municipale. Selon la presse locale « les savenaisiens sont très mobilisés » (Ouest-France) et « c'est vraisemblablement la première fois dans l'histoire de la petite ville de Savenay que l'on voit une telle mobilisation » (Presse-Océan).

Ces premiers mouvements autour du projet autoroutier concernant les RN165 et RN171 montrent à quel point l'intervention citoyenne, pluraliste et indépendante, s'impose véritablement partout, à quelle échelle que ce soit, et sur tous les types de problèmes posés. Elle souligne également combien les gens sont devenus non seulement préoccupés de la qualité de l'environnement de leur vie quotidienne, mais également soucieux de la maîtrise citoyenne de leur espace de vie, ce qui pourrait bien conduire jusqu'à l'émergence d'une nouvelle radicalité territorialisée.

SAINT-NAZAIRE : 1^{er} mars-1^{er} mai 1967

La grève des mensuels

Une grève qui n'a pas pris une ride

Le 1^{er} mars 1967, 3250 employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise de la métallurgie locale de Saint-Nazaire : Chantiers de l'Atlantique, la SNIA, AMPA, les AFO, les Tôleries de Saint-Nazaire, se mettent en grève générale.

La question des appointements des ETDA était posée depuis 15 mois, le patronat de la métallurgie locale refusait d'en discuter.

Parmi ceux qu'on appelait les mensuels, le mécontentement était profond concernant notamment les appointements (le salaire).

La grève n'a pas été décrétée, spontanément les organisations syndicales CGT-CFDT-FO et CGC (toutes dans la grève) ont rempli leur fonction irremplaçable d'organisation syndicale dans l'entreprise.

Les phases successives d'une grève dynamique

Le 23 janvier 1967, 2400 mensuels ratifient la pétition intersyndicale qui demande la revalorisation des salaires de 15 %.

Le 14 février, les mensuels votent à bulletin secret et adoptent le schéma revendicatif proposé par l'intersyndicale.

Grève d'avertissement de 24 heures, si le patronat refuse la négociation, la grève générale est à l'ordre du jour. Elle allait durer deux mois dans l'unité. Grève longue, dynamique et démocratique, ce qui fit sa force. 70,50 % des ETDA acceptent les propositions d'action des quatre organisations syndicales CGT-CFDT-FO et CGC.

LA GREVE

Le 1^{er} mars 1967, 3 250 employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise quittent leurs lieux de travail. Ils le retrouveront 62 jours plus tard, dans la cohésion la plus totale des résultats extrêmement positifs sur la forme et sur le fond.

Les « collaborateurs » comme les appelaient les patrons ont su se faire entendre, respecter et rappeler à leurs employeurs que les « collaborateurs » n'étaient pas des serviteurs.

Quelques chiffres

280 millions d'anciens francs ont été collectés sur le territoire par les grévistes mensuels et ouvriers. Une toile d'araignée du collectage fut tissée sur toute la France, à partir de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire. Une devise pour ces collectes : camaraderie, contacts humains, solidarité (si l'on avait confié le collectage à une seule personne, elle y aurait passé 5 404 jours). De Dunkerque à Perpignan, de Lille à Marseille, les collecteurs en cars ont visité 61 grandes villes. Le collectage était organisé avec l'appui conséquent des syndicats locaux notamment la CGT, bien implantée sur tout le territoire. Si la classe ouvrière du pays a beaucoup donné, la population a été solidaire avec ses élus, notamment dans les municipalités d'union démocratique qui avaient préparé le terrain auprès des administrés. L'argent de la solidarité est venu aussi des sportifs, des commerçants, des marchés, des associations, des communautés religieuses, des agriculteurs et des pêcheurs. Saint-Nazaire et les communes environnantes furent à la pointe de la solidarité.



4 avril 1967, devant 30 000 manifestants, Laurette YOU, secrétaire de l'UL CGT de Saint-Nazaire prenait la parole devant de nombreuses femmes.

Deux mois de grève : il fallait tenir

- La grève a tenu et s'est fortifiée jusqu'au dernier jour. Pourquoi ?
- La grève a été menée et a été vécue dans la démocratie (Assemblée générale des grévistes tous les matins)
- Les mensuels ont voulu prouver à l'opinion publique la justesse de leurs revendications. Ils ont réussi, l'opinion publique leur était acquise.
- Les femmes, par leur participation massive aux manifestations décidées par l'intersyndicale, après accord des grévistes ont conforté de façon déterminante la justesse des revendications et se sont naturellement intégrées à la grève décidée par leurs époux, voisins, amis, etc. Il est significatif de voir 5 000 femmes avenue de la République, exigeant avec force que le patronat négocie. Leur détermination jusqu'au bout ne faiblira pas.
- Les grévistes assurés de la justesse de leurs revendications ont su mener parfaitement une grève malgré une attitude patronale figée. Les patrons tentaient en vain de dresser les ouvriers qui travaillaient contre leurs responsables notamment la maîtrise qui faisait grève. L'organisation patronale locale soutenue par le CNPF tenta en vain de présenter les ETDA comme des nantis bien payés qui faisaient grève alors que les ouvriers travaillaient.

La manœuvre fit long feu, les ouvriers furent lock-outés, arme favorite des patrons qu'ils transformèrent en grève sur leurs propres revendications et la nécessité d'être solidaires des employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise.

La solidarité a joué pleinement, efficacement. La grève a été enthousiaste et longue, il fallait de l'argent pour tenir.

Le bilan d'une grève de 2 mois

- Les appointements ont été revalorisés de 7,80 % sur les 15 % demandés.
- Il fut mis en place paritairment des CPTE (Commission Paritaire Technique d'Etude) permettant de négocier les grilles de classification pour chaque catégorie d'employés, de techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise. Pour la première fois, un profil de carrière leur était offert. On ne mesure pas encore aujourd'hui ce que ces CPTE auraient comme influence bénéfique sur le niveau des salaires et des appointements.
- Enfin le qualificatif « collaborateurs » fut retiré de la convention collective et remplacé par les termes employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise.

Un climat nouveau s'instaurait dans les entreprises locales, les organisations syndicales multipliaient leurs adhérents et s'affirmaient comme interlocuteurs incontournables des patrons.

Avec un tel bilan, on comprend que la grève qui a débuté dans l'enthousiasme se termina 2 mois après avec autant de détermination responsable.

Si le modèle de grève n'existe pas, on peut dire que celle que menèrent les ETDA permet de s'y référer parfois. Un an après nous étions en mai 1968.

Nous remercions les amis de la CGT et les camarades qui ont permis la réalisation de cette page.



TIRAGE DE LA TOMBOLA

Le jambon 5 kg 822 de la cellule Marcel Coutant de la Halvêque a été gagné par Mme Saulnier de Saint-Joachim et M. Morinière de Nantes, n'ayant qu'un seul jambon, nous voyions arriver le moment de tirer au sort, mais la galanterie de Gilles, nous a épargné ce moment désagréable en laissant l'avantage à Mme Saulnier. Merci à Gilles.

1 chaîne HIFI.....19125	1 lot pour plante d'intérieur..0024971
1 radio double cassette-stéréo..0021597	1 lot pour la table.....0021780
1 cafetière électrique.....0029755	1 lot pour la table.....0014711
1 robot de cuisine.....0025593	1 lot pour la table.....0029745
1 téléphone.....0019997	1 banane.....0019968
1 mini radio-cassette.....0028746	1 banane.....0225518
1 plongeur de voyage.....0026158	1 livre.....0019145
1 mixer.....0019183	1 livre.....0028720
1 appareil photo.....0021993	1 livre.....0025815
1 casque de balladeur.....0016485	1 livre.....0019194
1 bouteille de grand vin.....0028730	1 livre.....0026500
1 CD.....0025568	1 livre.....0019181
1 CD.....0019963	1 livre.....0025536
1 CD.....0028829	1 livre.....0019196
1 CD.....0028740	1 livre.....0027258
1 CD.....0025501	1 livre.....0019165
1 CD.....0019160	
1 lot équipement automobile..0023031	1 bouteille de vin :
1 lot équipement automobile..0017998	0019154 - 0019194 - 0026976 - 0029759
1 sac de voyage.....0019165	- 0019968 - 0019196 - 0026477 - 0018029
1 saccoche.....0026224	- 0019963 - 0019154 - 0019160 - 0019977
1 saccoche.....0027245	- 0019997 - 0019145 - 0019183 -
1 lot pour plante d'intérieur..0019977	00119181 - 0019125 - 0019976 - 0018605
1 lot pour plante d'intérieur..0028507	- 0021683 - 0021708 - 0021855 - 0023057
1 lot pour plante d'intérieur..0016466	- 0024873 - 0025665 - 0026009 - 0026129
1 lot pour plante d'intérieur..0025605	- 0026374 - 0026418 - 0026456 - 0023007.

LE CLUB AFFAIRES RENAULT

En juin, avec le 50/50, roulez en Clio à partir de 31 300^{F*}
...c'est la moitié de son prix



ou 21 300^F en cas de reprise de votre véhicule.

50 50

* 50 % maintenant, 50 % dans deux ans et 269,24 F TTC par mois pendant 24 mois entre les deux. Pour Clio Chipie 1.2, 3 portes AM 98 au prix conseillé de 62 600 F TTC, apport comptant de 31 300 F TTC ou 21 300 F TTC compte tenu de l'aide de Renault de 10 000 F TTC s'ajoutant à la reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales Argus, puis 24 mensualités de 269,24 F TTC et enfin 1 mensualité de 31 300 F TTC, ou reprise de votre Clio pour ce montant diminué des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires selon conditions générales Argus et solde de votre dossier de financement. TEG : 9,95 % ; Coût du crédit : 6 461,76 F TTC. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - RCS Bobigny B 702 002 221. Offre non cumulable réservée aux particuliers

Le Club Affaires Renault. On en fait plus pour que vous dépensiez moins.

RENAULT NANTES

La Référence

ST-HERBLAIN
ROUTE DE VANNES
TEL. 02 40 67 27 27



CARQUEFOU
ZI. RUE DE LA METALLURGIE
TEL. 02 51 85 26 26

Les communistes des
MOUTIERS-EN-RETZ

organisent un

**CONCOURS DE
PÉTANQUE**

en doublette

le

vendredi 11 juillet 1997

sur le terrain de loisirs
aux **MOUTIERS** en **RETZ**

à 14 h 15

ouvert à tous

Inscription sur place